

### méthodologie

L'UREI publie chaque année son Observatoire régional, fruit d'un travail de compilation et d'analyse des données sociales, économiques et financières des entreprises d'insertion d'Ile de France. Cet outil permet d'avoir une vue d'ensemble sur les forces et les faiblesses de notre réseau, de suivre son évolution dans le temps ou encore de pointer les particularités de tel territoire ou de tel secteur d'activité. Indispensable à nos missions d'Union Régionale, l'Observatoire est également un éclairage précieux pour nos partenaires.

Sauf mention explicite, les données extraites concernent les entreprises d'insertion en activité sur une année complète (du 01/01/09 au 31/12/09), c'est à dire que ni les créations ni les défaillances survenues au cours d'une année N n'interviennent dans les calculs, ce pour travailler sur des données aussi pertinentes et complètes que possible.

Néanmoins, malgré un taux de couverture de près de 74 % en 2009, certaines données ne nous ont pas été communiquées. Nous opérons alors un lissage en base 100. D'autre part, nous travaillons sur des matériaux déclaratifs (rapports d'activité et dossiers de conventionnement principalement). Des erreurs peuvent donc s'y être glissées.

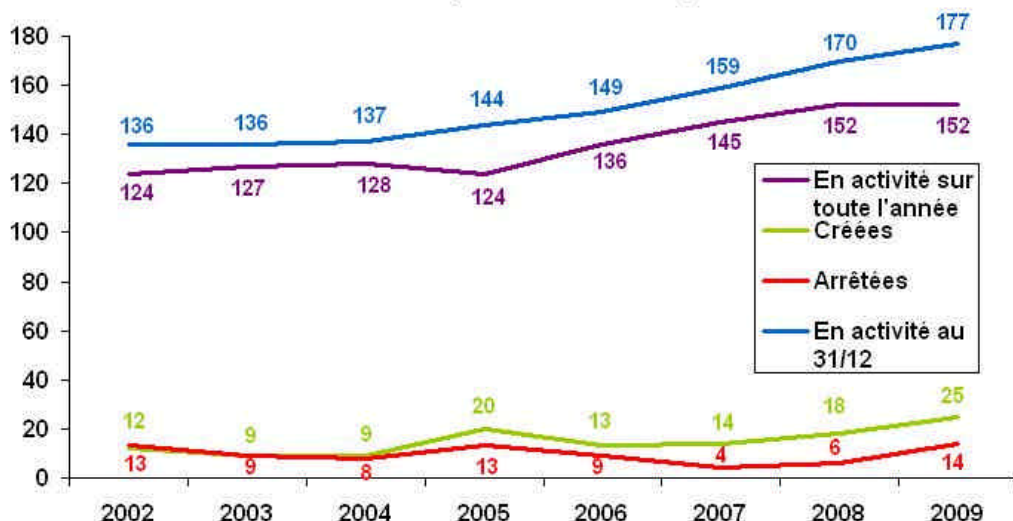
#### L'EI francilienne type en 2009

Statut juridique : commercial  
Ancienneté : entre 10 et 14 ans  
Permanents : 7,13 ETP (dont 3,93 encadrants)  
Salariés en insertion : 12,01 ETP (réalisés par 25 salariés)  
Chiffre d'Affaires : 775 000 €

#### L'EITT francilienne type en 2009

Statut Juridique : commercial  
Ancienneté : entre 5 et 9 ans  
Permanents : 5,37 ETP (dont 3,88 encadrants)  
Salariés en insertion : 38,29 ETP (réalisés par 215 salariés)  
Chiffre d'Affaires : 1 360 000 €

Evolution du nombre d'entreprises d'insertion depuis 2002



### évolution en nombre

Le nombre d'entreprises d'insertion en Ile de France est en constante progression depuis 2002, passant de 136 à 177, soit une hausse de 30%.

Le nombre de création d'EI est également en forte croissance depuis 2006, et si la crise économique aura provoqué la fermeture de 14 EI en 2009, elle n'aura pas empêché la création de 25 EI l'an passé.

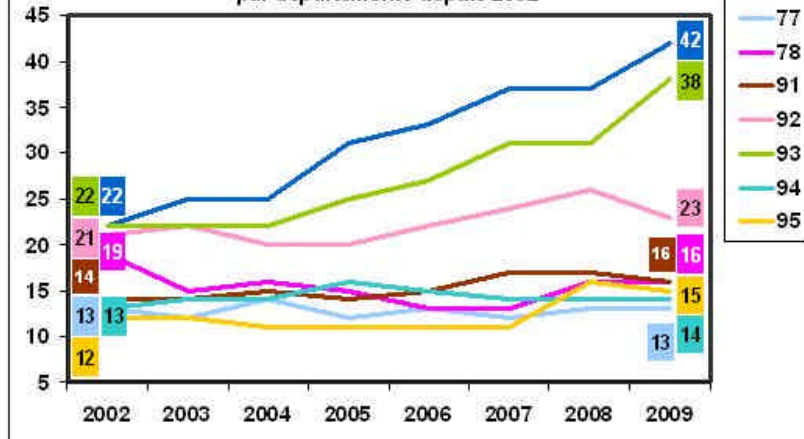
**177 EI en activité au 31/12/2009**

**5900 salariés en insertion employés en 2009 (-8,6%)**

**2 360 ETP d'insertion réalisés en 2009 (+0,7%)**

**Un CA cumulé en 2009 de plus de 126 M€ (+7,4%)**

Evolution du nombre d'entreprises d'insertion par départements depuis 2002



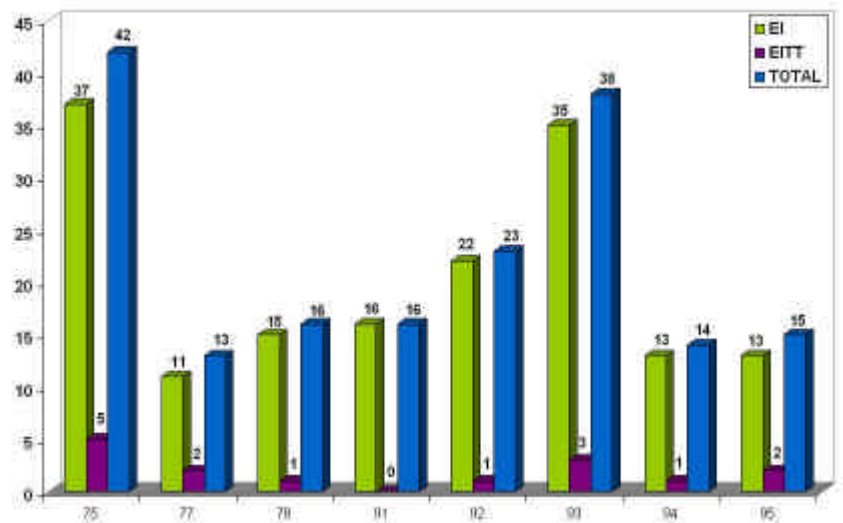
## répartition par département

Ce graphique rend compte du dynamisme des deux départements phares en terme de nombre d'EI depuis 2002 : Paris avec +91% et la Seine Saint-Denis avec +73%.

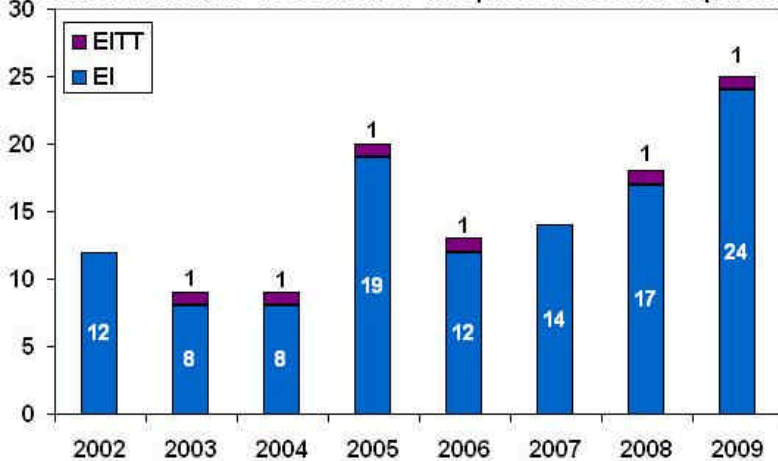
Les autres départements sont en légère progression : +25% pour le Val d'Oise, +14% pour l'Essonne, +10% pour les Hauts de Seine et +8% pour le Val de Marne.

Le département des Yvelines est le seul qui est en recul depuis 2002 (-16%), mais son nombre d'EI s'est maintenu en 2009.

Repartition des entreprises d'insertion par départements en 2009 :



Evolution du nombre de créations d'entreprises d'insertion depuis 2002

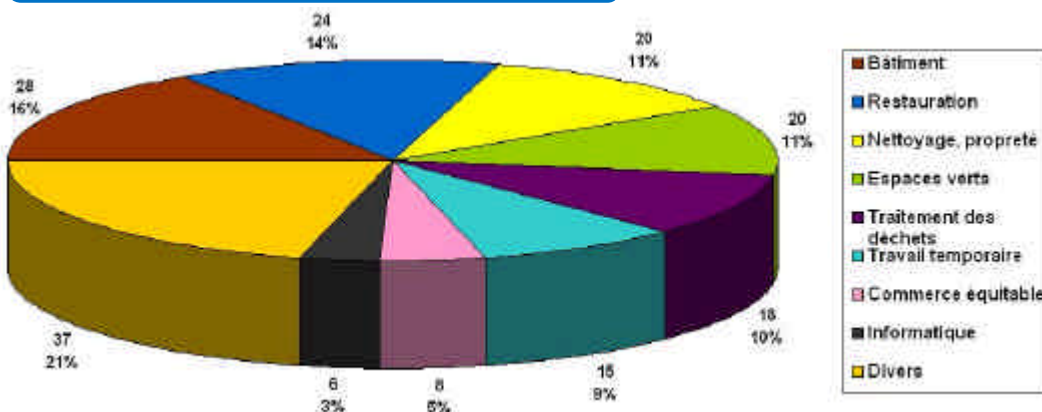


## créations / fermetures

Si 2009 a été synonyme de fermeture pour 14 entreprises d'insertion franciliennes, elle a également marqué un record en terme de création avec 25 nouvelles EI pour la région Ile de France. Ce qui permet au solde créations/fermetures de rester largement positif, avec +11.

En outre, il est intéressant de noter que parmi les 25 entreprises d'insertion créées en 2009, 8 se sont positionnées dans le secteur de la restauration.

## répartition par activité



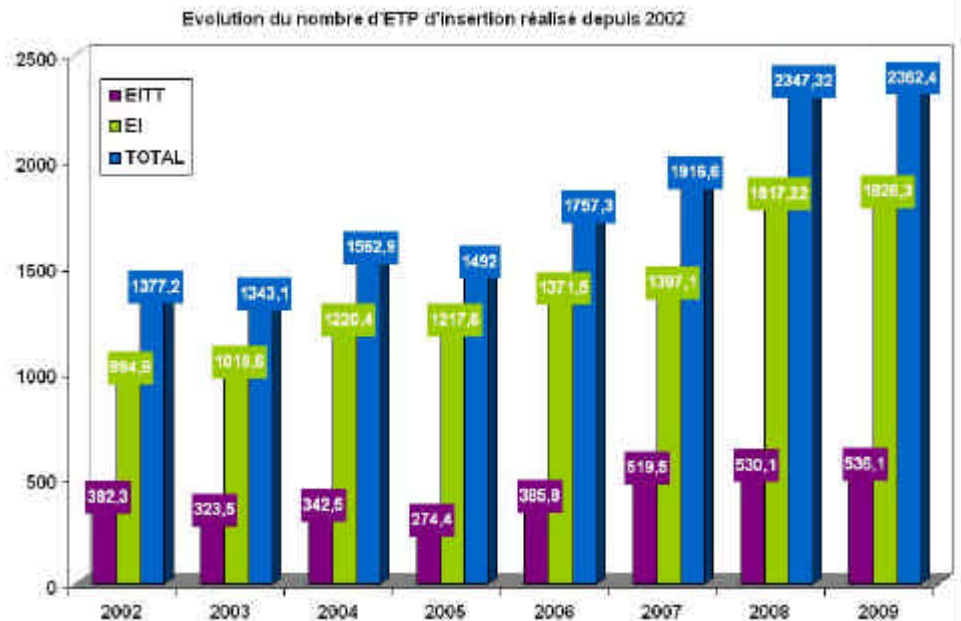
Le bâtiment, secteur historique, occupe toujours la tête du classement par activités des entreprises d'insertion avec 28%. Il est talonné de peu par le secteur de la restauration (24%) qui gagne du terrain d'année en année, grâce notamment au développement du service traiteur. Le secteur du traitement des déchets est lui aussi en croissance depuis 2006, et représente à présent 10% des EI. Les autres secteurs traditionnels des entreprises d'insertion se maintiennent :

11% pour le nettoyage et la propreté, et 11% pour les espaces verts.

Par ailleurs, la tendance de diversification observée en 2008 se confirme, avec les secteurs du commerce équitable et de l'informatique qui représentent respectivement 5% et 3%, et un secteur divers qui regroupe des activités très variées allant de l'imprimerie à la menuiserie, en passant par la maintenance de foyers, le ménage, le pressing, le repassage, le transport (de particuliers ou de marchandises), le nettoyage écologique de véhicules, le tourisme, la location de studios de répétition ou encore les services aux entreprises. Ce secteur divers donne donc une preuve de la diversification des entreprises d'insertion et de leur capacité de s'inscrire dans une pluralité de domaines d'activités.

## Les salariés en insertion

Après la barre des 6 000 salariés en insertion franchie en 2008, 2009 marque une légère baisse avec 5 888 salariés en insertion. Seulement, il faut mettre cette donnée au regard du nombre d'ETP d'insertion réalisé en 2009, qui, lui, poursuit sa hausse depuis 2005 (près de 60%). Cela marque donc un allongement de la durée hebdomadaire de travail des salariés en insertion (et donc de plus en plus de contrats à temps plein), puisque désormais 2,49 salariés en insertion en moyenne réalisent un ETP contre 3,44 en 2002. De plus, la moyenne du nombre d'ETP des salariés en insertion par EI et par EITT, qui est également en hausse, est liée à la forte croissance du nombre de création d'EI ainsi qu'au développement des EI existantes. Cette évolution se voit confirmée par l'augmentation du nombre moyen de salariés permanents (+0.29 pour les EI et +0.34 pour les EITT) et d'encadrants (+0.01 pour les EI et +1.05 pour les EITT).



PERMANENTS (en ETP, hors bénévoles et mises à disposition)	Moyenne par EI		Moyenne par EITT	
	Total permanents	Permanents d'encadrement	Total permanents	Permanents d'encadrement
2002	6,39	4,14	2,48	1,83
2003	6,61	3,97	2,51	1,61
2004	5,31	3,47	2,96	2,12
2005	5,84	3,65	2,37	1,88
2006	6,01	3,59	2,56	2,1
2007	5,86	3,51	3,83	2,5
2008	6,84	3,92	5,03	2,83
2009	7,13	3,93	5,37	3,88

Données lissées base 100  
Entreprises en activité du 01/01/09 au 31/12/09

SALARIES EN INSERTION	Nombre	ETP	Moyenne par EI (ETP)	Moyenne par EITT (ETP)
2002	4 746	1 377,2	9,47	20,12
2003	4 469	1 343,1	9,27	19,03
2004	4 647	1 562,9	10,90	21,41
2005	4 365	1 492	11,21	18,29
2006	4 791	1 757,3	11,26	27,65
2007	5 590	1 916,6	11,01	31,99
2008	6 392	2 347,3	11,72	35,34
2009	5 888	2 362,4	12,01	38,29

Données lissées base 100  
Entreprises en activité du 01/01/09 au 31/12/09

## Les sorties

Sortie des salariés en insertion	2009	
	EI	EITT
CDI et CDD>6 mois	34,4 %	36,7 %
Formation	10,2 %	10 %
Insertion	7,9 %	5,4 %
Projet personnel	10 %	9,3 %
Demandeurs d'emploi	25,8 %	19 %
Rupture sans nouvelle	11,7 %	19,6 %

Nous constatons que le taux de sorties vers l'emploi durable a baissé de 5% par rapport à 2008 (crise économique et gel du marché du travail obligent), ce aussi bien pour les EI comme pour les EITT. Parallèlement, l'augmentation du nombre de sorties vers des formations permet de maintenir le taux de sorties positives autour de 46%. Le taux de sorties dynamiques augmente très

légèrement pour les EI (+1,3%) et connaît une forte chute pour les EITT (-13,6%). Cette baisse du taux de sorties vers l'emploi durable se répercute dans l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi suite au parcours d'insertion, passant de 22,7% à 25,8% pour les EI et de 7,5% à 19% pour les EITT.

La majorité des salariés en insertion (62%) a entre 26 et 49 ans. 26% a moins de 25 ans et 12% plus de 50 ans. 73,7% des salariés en insertion sont des hommes, mais les EI se féminisent progressivement (+6,2% depuis 2005).

Toutefois, il convient de prendre ces données avec des gants puisque, d'une part, la majorité des entreprises n'a aucun moyen de suivi à court ou moyen terme. Par conséquent, les sorties sont comptabilisées à un instant t qui est celui du jour de la fin de contrat et l'entreprise n'a ensuite plus de lien formel avec le salarié. D'autre part, un faible pourcentage d'entreprises n'a renseigné que les données qui concernent les sorties dynamiques, ce qui fausse donc légèrement les statistiques finales.

## aspects financiers

Le CA moyen par entreprise d'insertion est en hausse continue depuis 2001. Il est passé de 460 361 € en 2001 à 832 642 € en 2009, soit une progression de près de 81% en huit ans. Quant à la légère hausse du montant des subventions, passant de 174 027 € en 2008 à 182 395

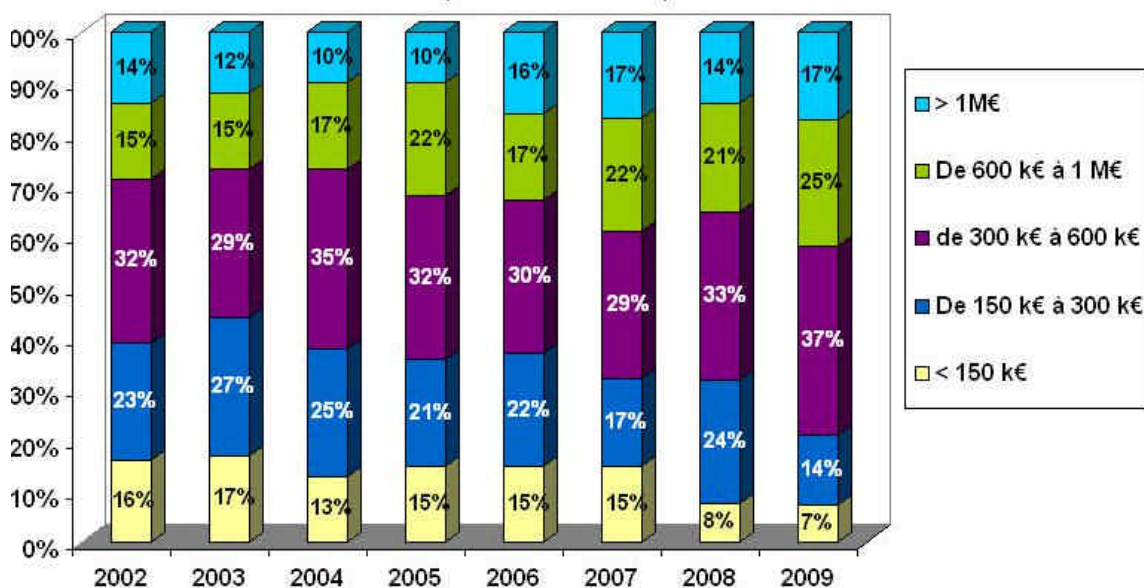
€ en 2009, il faut la mettre en regard de l'augmentation du nombre d'ETP moyen par entreprise d'insertion (passant de 11,72 en 2008 à 12,01 en 2009). Par conséquent, le développement économique des entreprises d'insertion, et avec lui le Chiffre d'Affaires qui en découle, permettent de financer majoritairement le projet d'insertion des EI.

De plus, l'augmentation du CA moyen par entreprise d'insertion et la hausse de la masse salariale (liée à la croissance du nombre de postes d'insertion et de salariés permanents) engendrent des gains directs pour la collectivité (salaires versés, charges sociales, taxes et impôts, TVA...) et des coûts évités pour cette dernière (arrêt du versement d'allocations et d'aides sociales). Par ailleurs, on constate que le ratio subventions/produit d'exploitation est en légère baisse par rapport à 2008 (-0,43%), passant pour la première fois sous la barre des 18 %. Ainsi, plus que jamais, l'activité économique des entreprises d'insertion finance directement leur surcoût social. Rappelons toutefois que le montant de l'aide au poste (9681 € par an et par poste d'insertion) n'a pas été revalorisé depuis de nombreuses années.

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Chiffre d'affaires HT	467 990	475 876	460 361	500 735	504 658	527 520	585 800	671 426	721 606	775 165	832 642
Subventions	117 845	119 063	114 415	134 154	141 940	156 299	147 051	180 804	171 851	174 027	182 395
Masse salariale chargée	361 635	384 554	372 626	419 646	423 854	445 778	457 610	515 537	556 452	539 148	572 017
Ratio subventions / produits d'exploitation	20,12%	20,01%	19,91%	21,13%	21,95%	22,86%	20,07%	21,22%	19,23%	18,33%	17,9%
Ratio masse salariale / produits d'exploitation	61,73%	64,64%	64,9%	66,1%	65,51%	65,19%	62,44%	60,5%	62,28%	56,8%	56,3%

Moyennes par Entreprise d'Insertion francilienne  
(structures en activité du 01/01/09 au 31/12/09)

Chiffre d'Affaires des entreprises d'insertion depuis 2002



Toutefois, il existe de profondes disparités entre les entreprises d'insertion en fonction de leur nature (notamment entre les EI et les EITT), leur taille, leur localisation géographique et leur(s) secteur(s) d'activité. Ainsi, en 2009, malgré une hausse du Chiffre d'Affaires moyen par entreprise d'insertion (+11% pour les entreprises d'insertion ayant réalisé un Chiffre d'Affaires supérieur à 300 000 euros), on constate que 41% des entreprises d'insertion ont enregistré un résultat net négatif. Il est en outre intéressant de souligner que la part des entreprises d'insertion ayant réalisé un résultat net supérieur à 10 000 euros en 2009 n'a pratiquement pas bougé par rapport à 2008.

## conclusion

Au terme de l'année 2009 - deuxième année de crise - on note une progression du chiffre d'affaire moyen et de la masse salariale. Malgré ces deux indicateurs en hausse, l'impact de la crise économique peut être mesuré au regard de l'augmentation du nombre d'EI ayant enregistré un résultat net négatif (41% d'elles contre 21% en 2008). De ce fait, parmi celles-ci, ce sont majoritairement celles dont la situation structurelle était la plus fragile (peu de fonds propres, besoins en trésorerie..), et également celles qui étaient dans leur première année de création.

Par conséquent, la préoccupation de l'UREI en 2010 et 2011 reposera sur l'observation (la vérification) de cette tendance et l'identification des besoins de renforcement nécessaires à la consolidation des entreprises.

### Urei Info

Directrice de la publication :  
Brigitte Ogée

Ont participé à ce numéro :  
Sonia Bitton, Catherine Boutillier, Bruno Garcia, Julien Thorignac

UREI Ile de France  
12 rue de la Lune - 75002 Paris  
01 42 36 02 35 /contact@urei-idf.org